

SAMIR AMIN

L'idéologie américaine : le libéralisme sans partage déguisé en fondamentalisme para religieux et emballé dans la rhétorique de la démocratie.

1. Aujourd'hui les Etats Unis sont gouvernés par une junte de criminels de guerre, parvenue au pouvoir par un quasi coup d'état, après des élections douteuses (mais Hitler avait bien été élu!). A la suite de son « incendie du Reichstag » (le 11 septembre) cette junte a donné à sa police des pouvoirs semblables à ceux dont la Gestapo avait été dotée. La junte a son Mein Kampf (The National Security Strategy of the United States – 2002) , ses organisations de masse (la Société des Patriotes) et ses prédicateurs . Il faut avoir le courage de dire toutes ces vérités , et cesser de se les cacher derrière la phrase désormais insipide et dérisoire "nos amis américains"

La culture politique est le produit de l'histoire envisagée dans sa longue durée, laquelle est toujours, bien entendu, propre à chaque pays. Celle des Etats Unis est sur ce plan, marquée par des spécificités qui tranchent avec celles qui caractérisent l'histoire sur le continent européen : la fondation de la Nouvelle Angleterre par des sectes protestantes extrémistes, le génocide des Indiens, l'esclavage des Noirs, le déploiement de « communautarismes » associés à la succession des vagues de migrations du XIXe siècle.

2. La modernisation, la laïcité et la démocratie ne sont pas les produits d'une évolution (ou révolution) des interprétations religieuses, mais à l'inverse celles-ci se sont ajustés, avec plus ou moins de bonheur, à leurs exigences. Cet ajustement n'a pas été le privilège du protestantisme. Il a opéré dans le monde catholique d'une autre manière certes, mais non moins efficace. Dans tous les cas il a créé un nouvel esprit religieux, libéré des dogmes. Dans ce sens la Réforme n'était pas la « condition » de l'épanouissement du capitalisme, même si cette thèse (de Weber) est largement admise dans les sociétés qu'elle flatte (l'Europe protestante). La Réforme n'a pas même été la forme la plus radicale de la rupture idéologique avec le passé européen et ses idéologies « féodales » - entre autres son interprétation antérieure du Christianisme. Elle en a été au contraire la forme la plus confuse et primitive.

Il y a eu une « réforme des classes dominantes », qui s'est soldée par la création d'Eglises nationales (Anglicane, Luthérienne) contrôlées par ces classes et mettant en œuvre le compromis entre la bourgeoisie émergente, la monarchie et la grande propriété rurale, écartant la menace des classes populaires et de la paysannerie mises en coupe réglée. Le recul de l'idée catholique d'universalité que manifeste l'institution d'Eglises nationales a rempli une seule fonction : asseoir davantage la monarchie, renforcer son rôle d'arbitre entre les forces de l'ancien Régime et celles représentées par la bourgeoisie montante, renforcer leur nationalisme et retarder la progression des formes nouvelles de l'universalisme que l'internationalisme socialiste proposerait plus tard.

Mais il y a eu également des mouvements réformateurs qui se sont emparés des couches populaires victimes des transformations sociales occasionnées par l'émergence du capitalisme. Ces mouvements qui ont reproduit des formes anciennes de lutte – celles des millénarismes du Moyen Age – n'étaient pas en avance sur leur temps, mais en retard par rapport à ses exigences.

Il a donc fallu attendre la Révolution française – avec ses mobilisations populaires laïques et démocratiques radicales – puis le socialisme pour que les classes dominées apprennent à s'exprimer avec efficacité dans les conditions nouvelles. Les sectes protestantes en question se sont nourries d'illusions de type fondamentaliste. Elles ont créé un terrain favorable à la reproduction sans fin de « sectes » à vision apocalyptique, comme on les voit fleurir aux Etats Unis.

Les sectes protestantes qui se sont trouvées dans l'obligation d'émigrer de l'Angleterre du XVIIe siècle avaient développé une interprétation fort particulière du christianisme, que ne partagent ni les Catholiques et les Orthodoxes, ni même – du moins au même degré d'extrémisme – la majorité des Protestants européens, y compris bien entendu les Anglicans, dominants dans les classes dirigeantes de l'Angleterre. La Réforme dans son ensemble rétablissait l'Ancien Testament que le Catholicisme et l'Orthodoxie avaient marginalisé dans une interprétation du Christianisme non comme faisant suite au judaïsme, mais comme rupture avec celui-ci.

Or la forme particulière du protestantisme implantée en Nouvelle Angleterre va être appelée à marquer l'idéologie américaine d'une empreinte forte jusqu'à nos jours. Car elle sera le moyen par lequel la nouvelle société américaine partira à la conquête du continent, légitimant celle-ci dans des termes puisés dans la Bible (la conquête violente par Israël de la terre promise, thème répété à satiété dans le discours nord américain). Par la suite les Etats Unis étendront à la planète entière leur projet de réaliser l'œuvre que « Dieu » leur a ordonné d'accomplir. Car le peuple des Etats Unis se vit comme le « peuple élu » - synonyme dans les faits de Herrenvolk, pour reprendre la terminologie nazie parallèle. Nous en sommes bien là aujourd'hui. Et c'est pourquoi l'impérialisme américain (et non « l'Empire ») est appelé à être encore plus sauvage que ses prédécesseurs (qui ne se déclaraient pas investis d'une mission divine) le furent.

3. Je ne suis pas de ceux qui pensent que le passé devient par la force des choses « transmission atavique ». L'histoire transforme les peuples. C'est ce qui est arrivé en Europe. Malheureusement le déroulement de l'histoire des Etats Unis, loin de contribuer à l'effacement de la monstruosité d'origine, en a conforté l'expression et perpétué les effets, qu'il s'agisse de la « Révolution américaine » ou du peuplement du pays par vagues migratoires successives.

La « révolution américaine » aujourd'hui vantée plus que jamais, n'a été qu'une guerre d'indépendance limitée sans portée sociale. Dans leur révolte contre la monarchie anglaise les colons américains ne voulaient rien transformer des rapports économiques et sociaux, mais seulement n'avoir plus à en partager les profits avec la classe dirigeante de la mère patrie. Ils voulaient le pouvoir pour eux mêmes non pas pour faire autre chose que ce qu'ils faisaient à l'époque coloniale, mais pour continuer à le faire avec plus de détermination et de profit. Leurs objectifs étaient avant tout la poursuite de l'expansion vers l'Ouest, qui impliquait entre autre le génocide des Indiens. Le maintien de l'esclavage n'était également, dans ce cadre, l'objet d'aucun questionnement. Les grands chefs de la révolution américaine étaient presque tous des propriétaires esclavagistes et leurs préjugés dans ce domaine inébranlables.

Le génocide des Indiens s'est inscrit naturellement dans la logique de la mission divine du nouveau peuple élu. Et qu'on ne croit pas qu'il s'agit là d'un passé tout à fait révolu. Jusqu'aux années 1960 ce génocide a été revendiqué avec fierté (par le canal des films de Hollywood

opposant le « cow boy » - symbole du Bien – contre « l'indien » - le Mal) et constitué un élément important dans « l'éducation » des générations successives.

Il en est de même de l'esclavage. Un siècle ou presque s'est écoulé après l'indépendance avant que l'esclavage ne soit aboli, non d'ailleurs pour des raisons morales comme l'avait invoqué la révolution française, mais seulement parce qu'il ne convenait plus à la poursuite de l'expansion capitaliste. Il a donc fallu encore un siècle pour que les Noirs américains accèdent à un minimum de reconnaissance de quelques droits civiques, sans que pour autant le racisme parfait de la culture dominante n'ait été ébranlé. Jusqu'aux années 1960 on lynchait et les familles se rendaient en « pic nic » pour assister à la mise à la mort, partager les réjouissances et échanger les photos du lynchage précédant. Cela se perpétue plus discrètement, ou plus indirectement par l'exercice de la « justice » qui envoie à la mort des milliers de condamnés – presque toujours Noirs – dont on sait qu'au moins la moitié sont innocents, ce qui n'émeut pas l'opinion.

Les vagues successives d'immigration ont également joué leur rôle dans le renforcement de l'idéologie américaine. Les immigrants ne sont certainement pas responsables de la misère et de l'oppression qui sont à l'origine de leur départ. Ils en sont au contraire les victimes. Mais les circonstances – c'est à dire leur émigration – les conduisent à renoncer à la lutte collective pour changer les conditions communes à leurs classes ou groupes dans leur propre pays, au profit d'une adhésion à l'idéologie de la réussite individuelle dans le pays d'accueil. Cette adhésion est encouragée par le système américain dont elle fait l'affaire à la perfection. Elle retarde la prise de conscience de classe, qui, à peine a-t-elle commencé à mûrir, doit faire face à une nouvelle vague d'immigrants qui en fait avorter la cristallisation politique. Mais simultanément la migration encourage la « communautarisation » de la société américaine. Car le « succès individuel » n'exclut pas l'insertion forte dans une communauté d'origine (les Irlandais, les Italiens etc.), sans laquelle l'isolement individuel risquerait d'être insupportable. Or ici encore le renforcement de cette dimension de l'identité – que le système américain récupère et flatte – se fait au détriment de la conscience de classe et de la formation du citoyen.

Alors qu'à Paris le peuple s'apprêtait à partir « à l'assaut du ciel » (je fais ici référence à la Commune de 1871), aux Etats Unis les gangs constituées par les générations successives d'immigrants pauvres (irlandais, italiens etc.) s'entre-tuaient, manipulés avec un cynisme parfait par les classes dominantes.

Aux Etats Unis il n'y a pas de parti ouvrier, il n'y en a jamais eu. Les syndicats ouvriers, puissants, sont « apolitiques ». Ils le sont dans tous les sens du terme, n'ayant ni référence à un parti qui leur serait proche par nature, ni été capables de se substituer à son absence en produisant eux mêmes une idéologie socialiste. Ils partagent avec toute la société l'idéologie libérale qui domine sans rivale. Ils continuent de se battre sur des terrains limités et précis de revendications qui ne remettent pas en cause le libéralisme. En un sens ils sont « post modernistes », l'ont toujours été.

Les idéologies communautaires ne pouvaient pas constituer un substitut à l'absence d'une idéologie socialiste de la classe ouvrière. Même pour la plus radicale parmi celles-ci, celle de la communauté noire. Car par définition le communautarisme s'inscrit dans le cadre du racisme généralisé qu'il combat sur son propre terrain, sans plus.

L'un des aspects les plus négligés dans l'analyse des différences qui opposent les idéologies « européennes » (dans leur diversité) à l'idéologie américaine concerne l'impact de la Philosophie des Lumières dans leur formation respective.

Comme on le sait la Philosophie des Lumières est l'élément de démarrage décisif dans la constitution des cultures et des idéologies de l'Europe moderne, au point que son impact soit demeuré majeur jusqu'à nos jours. C'est vrai non seulement pour les centres précoces du capitalisme en formation, qu'ils soient catholiques (France) ou protestants (Angleterre et Pays Bas), mais tout autant pour l'Allemagne et même la Russie. Par contre la Philosophie des Lumières n'a eu qu'un impact marginal aux Etats Unis, n'ayant en fait intéressé qu'une frange « aristocratique » (et esclavagiste !) représentée à la perfection par Jefferson, Madison et quelques autres, la Nouvelle Angleterre des sectes demeurant imperméable à son esprit critique. Sa culture dominante est plus proche des Sorcières de Salem que des Lumières « impies ».

Ce qui en est résulté, s'affermissant au fur et à mesure que se renforçait la bourgeoisie « yankee » issue d'abord de la Nouvelle Angleterre, c'est une substitution simple, et fautive : que la « Science » - (entendez les Sciences dures – la Physique) - commande le devenir de la société. C'est sans doute l'une des opinions communes les plus partagées aux Etats Unis, depuis plus d'un siècle, à la fois dans les classes dominantes et, par répercussion, dans le peuple.

J'explique, à partir de cette substitution, quelques uns des traits saillants de l'idéologie américaine. D'abord l'insignifiance de sa philosophie, réduite à la version la plus misérable de l'empirisme. Ensuite sa recherche éperdue de réduire les sciences de l'être humain et de la société à des sciences « pures » (et « dures ») : l'économie « pure » substituée à l'économie politique, la « science des gènes » à l'anthropologie et à la sociologie. Cette dernière dérive rapproche beaucoup, hélas, l'idéologie américaine contemporaine de celle que les Nazis avaient promue et a trouvé sans doute un terrain facilité par le racisme profond produit par l'histoire des Etats Unis. Autre dérive qui résulte de cette vision de la « Science » : l'attraction pour des constructions cosmologiques (le « Big Bang » en est l'expression la plus populaire). Les Lumières avaient fait comprendre que la Physique est la science des « parcelles de l'univers choisies comme terrains de la recherche », pas la science de l'Univers dans sa totalité, qui est un concept métaphysique, donc non scientifique. La pensée américaine est, sur ce terrain, plus proche de la vision prémoderne (pour ne pas dire moyen âgeuse) préoccupée avant tout de concilier foi et Raison que de la tradition scientifique moderne. Cette dérive – en arrière – convenait bien aux sectataires du protestantisme de la Nouvelle Angleterre comme à la société baignant dans la religiosité diffuse qu'elle a produite.

Le danger de ces dérives menace désormais l'Europe, comme on le sait.

4. La combinaison propre à la formation historique de la société des Etats Unis – idéologie religieuse « biblique » dominante et absence de parti ouvrier – a produit finalement une situation encore sans pareille, celle d'un parti de facto unique, le parti du capital.

Les deux segments qui constituent ce parti unique partagent le même libéralisme fondamental. L'un et l'autre s'adressent à la seule minorité – 40 % de l'électorat – qui « participe » à ce type de vie démocratique tronquée et impuissante qu'on leur offre. Chacun d'eux a sa clientèle propre - dans les classes moyennes, puisque les classes populaires ne votent pas – et y a adapté son

langage. Chacun d'eux cristallise en son sein un conglomérat d'intérêts capitalistes segmentaires (les « lobbies ») ou de soutiens « communautaires ».

La démocratie américaine constitue aujourd'hui le modèle avancé de ce que j'appelle « la démocratie de basse intensité ». Son fonctionnement est fondé sur une séparation totale entre la gestion de la vie politique, assise sur la pratique de la démocratie électorale, et celle de la vie économique, commandée par les lois de l'accumulation du capital. Qui plus est cette séparation n'est pas l'objet d'un questionnement radical, mais fait plutôt partie de ce qu'on appelle le consensus général. Or cette séparation annihile tout le potentiel créateur de la démocratie politique. Elle castre les institutions représentatives (parlements et autres), rendues impuissantes face au « marché » dont elles acceptent les diktats. Voter démocrate, voter républicain ; cela n'a aucune importance puisque votre avenir ne dépend pas de votre choix électoral mais des aléas du marché.

L'Etat américain est, de ce fait, au service exclusif de l'économie (c'est à dire du capital dont il est le fidèle serviteur exclusif, sans avoir à se soucier d'autres intérêts sociaux). Il peut l'être parce que la formation historique de la société américaine a bloqué – dans les classes populaires – la maturation d'une conscience politique de classe.

En contrepoint l'Etat a été en Europe (et peut redevenir) le point de passage obligé de la confrontation des intérêts sociaux, et, à partir de là favoriser les compromis historiques qui donnent un sens et une portée réelle à la pratique démocratique. Si l'Etat n'est pas contraint de remplir cette fonction par les luttes de classes et des luttes politiques qui gardent leur autonomie vis à vis des logiques exclusives de l'accumulation du capital, alors la démocratie devient une pratique dérisoire, ce qu'elle est aux Etats Unis.

La combinaison d'une religiosité dominante, de son exploitation par un discours fondamentaliste, et de l'absence de conscience politique des classes dominés donne au système du pouvoir des Etats Unis une marge de manœuvre sans pareille qui annihile la portée potentielle des pratiques démocratiques et les réduisent au statut de rituels anodins (politique-spectacle, inauguration des campagnes électorales par des défilés de majorettes etc.).

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Ce n'est pas l'idéologie fondamentaliste à prétentions religieuses qui est aux postes de commande et imposerait sa logique aux vrais détenteurs du pouvoir – le capital et ses serviteurs dans l'Etat. C'est le capital qui prend seul toutes les décisions qui lui conviennent, puis ensuite mobilise l'idéologie américaine en question pour la mettre à son service. Les moyens utilisés – désinformation systématique sans pareille – sont alors efficaces, isolant les esprits critiques, les soumettant à un chantage odieux permanent. Le pouvoir parvient alors à manipuler sans difficulté une « opinion » entretenue dans sa niaiserie.

La classe dirigeante des Etats Unis a développé, dans ces circonstances, un cynisme parfait, enveloppé d'une hypocrisie que tous les observateurs étrangers constatent mais que le peuple américain ne voit jamais ! L'usage de la violence, dans des formes extrêmes, est mise en œuvre chaque fois qu'il le faut. Tous les militants radicaux américains le savent : se vendre, ou être assassiné est le seul choix qui leur est laissé.

L'idéologie américaine, comme toutes les idéologies subit « l'usure du temps ». Dans les périodes « calmes » de l'histoire – marquées par une belle croissance économique accompagnée de retombées sociales jugées satisfaisantes – la pression que la classe dirigeante doit exercer sur son peuple s'affaiblit. De temps à autre donc, selon les besoins du moment, cette classe dirigeante « regonfle » l'idéologie américaine par des moyens qui sont toujours les mêmes : un ennemi (toujours extérieur, la société américaine étant décrétée bonne par définition) est désigné (l'Empire du Mal, l'axe du Mal) permettant la « mobilisation totale » de tous les moyens destinés à l'annihiler. Ce fut hier le communisme, permettant, à travers le Mac Carthysme (oublié par les « pro-américains »), d'engager la guerre froide et de subalterniser l'Europe. C'est aujourd'hui le « terrorisme », prétexte évident (le 11 Septembre ressemble tellement à l'incendie du Reichstag), qui fait passer le véritable projet de la classe dirigeante : s'assurer le contrôle militaire de la planète.

L'objectif avoué de la nouvelle stratégie hégémoniste des Etats Unis est de ne tolérer l'existence d'aucune puissance capable de résister aux injonctions de Washington, et pour cela de chercher à démanteler tous les pays jugés « trop grands », comme de créer le maximum d'Etats croupions, proies faciles pour l'établissement de bases américaines assurant leur « protection ». Un seul Etat a le droit d'être « grand », les Etats Unis, au dire de leurs trois derniers Présidents (Bush Senior, Clinton, Bush junior).

L'hégémonisme des Etats Unis repose donc en définitive plus sur la surdimension de leur puissance militaire que sur les « avantages » de leur système économique. Ils peuvent donc se poser en leader incontesté de la triade en faisant de leur puissance militaire le « poing visible » chargé d'imposer l'ordre impérialiste nouveau aux récalcitrants éventuels.

Encouragée par ces succès l'extrême droite américaine est parvenue à prendre les rênes du pouvoir à Washington. Désormais le choix est clair : accepter l'hégémonisme des Etats Unis et le virus libéral renforcé, réduit alors au principe exclusif « faire de l'argent » (make money), ou rejeter l'un et l'autre. La première alternative donne à Washington la responsabilité majeure pour « refaçonner » le monde à l'image du Texas. La seconde est la seule qui puisse contribuer à reconstruire un monde pluriel, démocratique et pacifié.

S'ils avaient réagi en 1935 ou 1937, les Européens seraient parvenus à arrêter le délire hitlérien. En réagissant seulement en Septembre 1939, ils se sont infligés les dizaines de millions de victimes. Agissons pour que face au défi des néo-nazis de Washington, la riposte soit plus précoce.

L'idéologie américaine se réduit dans son contenu essentiel à un libéralisme (économique) sans partage, produit par un « consensus » que l'absence de conscience politique des classes dominées (que j'ai expliquée par l'histoire de la formation sociale américaine retracée plus haut) n'a pas permis d'entamer suffisamment sérieusement. Cette idéologie – très pauvre – se cache derrière un discours fondamentaliste para religieux. Vient ensuite l'emballage de la marchandise dans une rhétorique insipide concernant la « démocratie ». Que la classe dirigeante peut alors manipuler sans vergogne, avec une quasi certitude de succès auprès de l'opinion naïve qu'elle façonne. Entendre dire que « l'opinion publique » pèse aux Etats Unis d'un poids lourd – voire même décisif – dans la prise de décision – ce que tous les « pro américains » répètent, derrière les libéraux comme les conservateurs américains – devrait faire sourire. Il existe peu de cas au

monde où l'opinion est autant fabriquée qu'aux Etats Unis. L'emballage dans une rhétorique insipide de la démocratie n'engage que ceux qui sont assez naïfs (ou ont intérêt à se faire passer pour tels) pour y croire.

Bibliographie

Ce texte résume des analyses plus fouillées que le lecteur pourrait trouver dans mes trois ouvrages suivants :

Samir Amin, *Le virus libéral, la guerre permanente et l'américanisation du monde* ; Le temps des Cerises, 2003, section IV-2, pages 71 et suivantes.

Samir Amin, *L'eurocentrisme, critique d'une idéologie* ; Economica – Anthropos, 1988 ; chap II-section I, pages 55 et suivantes.

Samir Amin, *Modernité, Démocratie et Religion, Critique des culturalismes* ; en cours de publication, Première Partie section II, Modernité et interprétation des religions.

Voir également, pour la critique de la « Science » comme idéologie :

François Lurçat, *L'autorité de la Science*, CERF, Paris 1995.